



# Réunion sur l'état d'avancement du projet

Bonne Gouvernance et  
Anti-corruption en Tunisie



**5 février 2019**

Hôtel Golden Tulip El Mechtel, Tunis



## Le Projet Bonne Gouvernance et Anti-corruption en Tunisie

Avec le soutien financier du *Foreign and Commonwealth Office* du Royaume-Uni, l'OCDE met en place ce projet en coordination avec le gouvernement tunisien. Ce projet vise à contribuer à la stabilité, la prospérité et la confiance des citoyens en Tunisie. Il accompagne le Gouvernement de la Tunisie dans l'acquittement de ses engagements pour une bonne gouvernance pris lors de la Conférence Anti-Corruption de Londres et l'accord de Carthage ainsi que dans la mise en application de la stratégie nationale anti-corruption 2016-2020.

En s'appuyant sur les travaux accomplis par l'OCDE dans le cadre du Programme MENA-OCDE et des Recommandations de l'OCDE sur l'Intégrité Publique, le Gouvernement Ouvert et les Marchés Publics, ce projet a trois domaines cibles. Il vise à créer de la réactivité via de meilleurs services publics locaux pour les citoyens et un soutien aux citoyens dans leur rôle de contrôle de la prestation des services publics, des connections au travers d'une meilleure coordination de gouvernance et un meilleur audit et contrôle public, et enfin de la prospérité via de meilleurs services publics pour un environnement plus favorable aux affaires et plus de transparence au sein des marchés publics.

### Liste des institutions tunisiennes représentées

- Présidence du Gouvernement
  - Ministère de la fonction publique, de la réforme administrative et des politiques publiques
  - Ministère de la justice
  - Ministère des affaires locales et de l'environnement
  - Instance Nationale d'Accès à l'Information (INAI)
  - Haut Comité du Contrôle Administratif et Financier (HCCAF) – Présidence de la République
  - Haute Instance de la Commande Publique (HAICOP)
  - Tribunal Administratif
  - Contrôle Général des Finances
  - CHU Sahloul de Sousse
- 

# Programme

09:30 - 10:00

## Ouverture

- **M. Kamel Morjane**, Ministre de la fonction publique, de la réforme administrative et des politiques publiques
- **M. Kamel Ayadi**, Président du Haut Comité du Contrôle Administratif et Financier (HCCAF)
- **Mme Hattie Davison**, Ambassade du Royaume-Uni en Tunisie
- **Mme Miriam Allam**, Chef du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, OCDE

10:00 – 10:25

## Réduire les risques de corruption dans la prestation de services publics pour les citoyens (comp. 1)

► *Introduction et modération* : **M. Alessandro Bozzini**, OCDE

- **Mme Olfa Souli**, Directeur Général de la réforme administrative, Ministère de la fonction publique, de la réforme administrative et des politiques publiques
- Représentant du groupe de travail de CHU Sahloul, Sousse

10:25 – 10:50

## Améliorer la coordination entre les acteurs clés de la gouvernance publique (comp. 2.1)

► *Introduction et modération* : **Mme Amira Tlili**, OCDE

- **M. Imed Hazgui**, Président de l'Instance Nationale d'Accès à l'Information (INAI)
- **Mme Olfa Souli**, Directeur Général de la réforme administrative, Ministère de la fonction publique, de la réforme administrative et des politiques publiques
- **Mme Inès Kherrat**, Présidence du Gouvernement

**10:50 – 11:15**

**Renforcer le système d’audit (comp. 2.2)**

► *Introduction et modération* : **M. Angelos Binis**, OCDE

- **Mme Hedia Ben Azzoun**, Chargée de mission auprès du Haut Comité de Contrôle Administratif et Financier (HCCAF) – Présidence de la République
- **M. Ramzi Hamdani**, Contrôleur des Finances, Contrôle Général des Finances

**11:15 – 11:40**

**Améliorer la prestation de services publics pour les PME pour un environnement plus propice aux affaires (comp. 3.1)**

► *Introduction et modération* : **Mme Chloé Lelievre**, OCDE

- **Mme Olfa Souli**, Directeur Général de la réforme administrative, Ministère de la fonction publique, de la réforme administrative et des politiques publiques
- **M. Lotfi Khaldi**, Secrétaire général, Tribunal Administratif

**11:40 – 12:05**

**Réduire les risques de corruption dans la commande publique (comp. 3.2)**

► *Introduction et modération* : **Mme Kenza Khachani**, OCDE

- **Mme Rim Zehri Azzouzi**, Contrôleur Général pour la Commande Publique, Présidente de l’Observatoire National pour la Commande Publique (HAICOP)

**12:05 – 12:15**

**Conclusion**

## L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est un organisme international qui a pour but de promouvoir des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes partout dans le monde. Il est composé de 36 pays membres, d'un secrétariat basé à Paris et d'un comité formé d'experts issus du gouvernement et autres, spécialisés dans chaque domaine d'intervention de l'organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler de pair afin de partager leurs expériences et rechercher des solutions aux problèmes communs auxquels ils font face. Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements pour comprendre les facteurs à l'origine des changements économiques, sociaux et environnementaux. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.

### Le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région MENA. Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Plus particulièrement, le programme soutient la mise en œuvre du partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à répondre aux critères d'admissibilité pour devenir membre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le Programme agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques. Les projets reflètent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes de leur secteur public afin de libérer leur potentiel de développement social et économique dans le contexte des attentes grandissantes des citoyens en matière de services publics de qualité, d'inclusion dans l'élaboration des politiques publiques et de transparence.

### Le Conflict, Stability and Security Fund du Ministère des Affaires Étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni apporte une aide de développement à la Tunisie au travers du Conflict, Stability and Security Fund. Ce fonds est géré par l'Ambassade britannique à Tunis.



# CONTACT

**Amira TLILI** | [amira.TLILI@oecd.org](mailto:amira.TLILI@oecd.org)  
**Sarah HERMANUTZ** | [sarah.HERMANUTZ@oecd.org](mailto:sarah.HERMANUTZ@oecd.org)  
**Guillaume BIGANZOLI** | [guillaume.BIGANZOLI@oecd.org](mailto:guillaume.BIGANZOLI@oecd.org)  
**Alessandro BOZZINI** | [alessandro.BOZZINI@oecd.org](mailto:alessandro.BOZZINI@oecd.org)

Suivez-nous sur Twitter 

**@OECDgov**  
**#MENAOCED #Hawkama4Tunisia**